

PREFECTURE DU MORBIHAN  
DRIRE BRETAGNE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DES AFFAIRES FINANCIERES

06. MAR 2006

Arrivée n°...

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**  
**à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2004**

*Le Préfet du Morbihan*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code de l'Environnement, et notamment son article 18 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 2004 autorisant la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan (CCIM) – 21, quai des Indes à LORIENT (56100) à exploiter un stockage de céréales et autres produits organiques pour l'alimentation du bétail sur la commune de LORIENT, à l'angle du boulevard Jacques Cartier et de l'avenue de Kergroise ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 27 octobre 2005 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 6 décembre 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2006 donnant délégation de signature à M. Yves HUSSON, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;
- Considérant** que les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 sont applicables aux installations existantes suivant les modalités fixées au titre V et qu'il convient d'en vérifier la conformité ;
- Considérant** que, dès lors, il est nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** – La Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan (CCIM) – 21, quai des Indes à LORIENT (56100) devra produire un complément d'étude de dangers relatif à l'exploitation, à l'angle du boulevard Jacques Cartier et de l'avenue de Kergroise à LORIENT, de ses silos réglementés par l'arrêté préfectoral du 26 mai 2004 susvisé.

Ce complément d'étude devra préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Il comportera une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie explicitée.

Il devra définir et justifier les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, doivent être explicitées et leur efficacité démontrée.

**Article 2** – Parallèlement au complément d'étude de dangers, un bilan de l'application des nouvelles dispositions de l'arrêté du 29 mars 2004 applicable aux silos existants sera établi afin de démontrer la conformité de l'établissement.

**Article 3** – Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 étant applicables au 29 mars 2005 pour les silos existants, une note précisant le type de dispositif d'inertage réalisé devra également être établi dans la mesure où l'installation est concernée par ces dispositions.

**Article 4** – Le complément d'étude de dangers et les documents demandés aux articles 2 et 3 devront être réalisés et transmis à Madame le Préfet du Morbihan avant le 1<sup>er</sup> avril 2006.

**Article 5** – Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Article 6** – Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions complémentaires imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie de LORIENT et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé à la Préfecture du Morbihan. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

**Article 7** – Le recours contentieux dont peut faire l'objet le présent arrêté doit intervenir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**Article 8** – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de LORIENT, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de LORIENT
- M. le Maire de LORIENT
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
Subdivision du Morbihan – 3 rue Jean Le Coutaller – 56100 LORIENT
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales  
32 Boulevard de la Résistance – BP 514 – 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt  
11 Boulevard de la Paix – BP 508 – 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement  
8 rue du Commerce – BP 520 – 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Régional de l'Environnement  
6 Cours Raphaël Binet – CS 86523 – 35065 RENNES CEDEX
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne  
Avenue de Buffon – BP 6339 – 45064 ORLEANS CEDEX 02
- M. le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan  
21, quai des Indes – 56100 LORIENT

VANNES, le 21 FEV. 2006

Le Préfet,

Par délégué,  
Le Secrétaire Général

Yves HUSSON

